



# JOURNÉE MONDIALE DE MOBILISATION CONTRE TOUTES LES GUERRES

**Manifestation à La Rochelle**  
**25 février à 10h30**  
**devant la Préfecture**

**La guerre en Ukraine a coûté trop de vies et entraîné trop de destructions.**

**C'est la responsabilité et le devoir des peuples et des États de s'engager pour la désescalade et le soutien aux pourparlers, pour les peuples ukrainien et russe, mais aussi pour l'humanité et la planète, qui ne peuvent endurer cette guerre plus longtemps.**

**La guerre absorbe l'attention politique et les ressources vitales.**

## La Russie hors d'Ukraine. Stop à la guerre

**Nous condamnons l'agression russe** contre un pays souverain, qui constitue une grave violation de la Charte des Nations Unies. Bien que nous ayons des analyses diverses du conflit, les signataires se rejoignent pour appeler la Russie et l'Ukraine à

observer un cessez-le-feu immédiat et à s'engager dans des pourparlers de paix. Nous sommes aux côtés de ceux qui rejettent la logique de la guerre, en Ukraine, en Russie et dans le monde entier (Moyen-Orient, Afrique, Amérique latine,...)

## Solidarité avec les personnes qui fuient la guerre

Nous souhaitons exprimer **notre solidarité avec le peuple ukrainien et tous ceux qui souffrent de la guerre.** Nous condamnons la violence contre les civils et les crimes de guerre.

Toute personne fuyant la guerre doit recevoir un accueil digne. Les objecteurs de conscience ont droit à l'asile.

**Non à l'engrenage de la guerre qui conduit toujours au pire**



#RésolutionPacifiqueDesConflits

© Mouvement de la Paix - www.mouvementdelapaix.org

# JOURNÉE MONDIALE DE MOBILISATION CONTRE TOUTES LES GUERRES

**La guerre n'est  
jamais la solu-  
tion.**

**Nous appelons  
toutes les ci-  
toyennes et tous  
les citoyens à se  
mobiliser et agir  
massivement  
pour que tous  
les peuples puis-  
sent vivre en  
Paix.**

**Rassemblons-  
nous devant la  
Préfecture de La  
Rochelle (rue  
Réaumur)  
Samedi 25 février  
2023 à 10h30  
(une audience au  
Préfet a été  
sollicitée)**

## Pour une diplomatie de paix active et le désarmement

**Nous rejetons une politique basée sur la confrontation et la guerre.** L'escalade continue de la logique de guerre, a des conséquences toujours plus désastreuses et potentiellement apocalyptiques. La guerre rappelle ainsi le risque toujours plus grand d'utilisation des armes nucléaires.

**Il est urgent d'interdire les armes nucléaires** dans le monde entier par la ratification par tous du TIAN (Traité d'Interdiction des Armes Nucléaires) adopté le 07/07/2017 à l'ONU par 122 pays.

Nous appelons à **une politique de paix active.** Tous les moyens diplomatiques

doivent être déployés pour amorcer la désescalade et amener les parties belligérantes à un cessez-le-feu en vue de pourparlers menant à une paix juste et durable.

La France s'honorerait à jouer un rôle moteur pour y parvenir.

## Pour un continent européen en sécurité

Nous voulons que reprenne le travail diplomatique pour bâtir **un système de sécurité collective et indivisible.** Nous appelons à **une nouvelle architecture de sécurité** fondée sur le principe que la sécurité ne

peut être recherchée aux dépens des autres. Nous refusons l'instrumentalisation de la guerre pour l'augmentation considérable des budgets militaires, dans un monde déjà surarmé (les dépenses militaires mondiales

ont plus que doublé en 21 ans, passant de 980 milliards de dollars en 2000 à 2100 milliards de dollars en 2021).

**Le désarmement général doit redevenir l'objectif.**

## Investir dans le social, la justice, l'environnement

Nous sommes préoccupés par les conséquences sociales, économiques et environnementales de la guerre qui expliquent en grande partie la crise énergétique et la hausse des factures d'énergie.

Ce sont toujours la

planète et les populations, en particulier les plus fragiles, qui paient le prix des guerres entretenues par l'industrie de l'armement et par nos dirigeants.

**Au lieu d'augmenter les budgets militaires, il faut investir davantage dans**

**la protection sociale, les services publics et la transition écologique.**